

LE DÉVELOPPEMENT REVISITÉ

60 ANS D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier,
Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli et
Étienne Verhaegen (dir.)

PUL PRESSES UNIVERSITAIRES DE LOUVAIN

Le développement revisité

Le développement revisité

60 ans d'études du développement

Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier,
Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli
et Étienne Verhaegen

PUL PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE LOUVAIN

UCLouvain

© Presses universitaires de Louvain, 2018
http://pul.uclouvain.be
Dépôt légal : D/2018/9964/37
ISBN : 978-2-87558-720-6
ISBN pour la version numérique (pdf) : 978-2-87558-705-3
Imprimé en Belgique par CIACO scrl – n° d'imprimeur : 97718

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.
Couverture : Marie-Hélène Grégoire

Diffusion : www.i6doc.com, l'édition universitaire en ligne
Sur commande en librairie ou à
Diffusion universitaire CIACO
Grand-Rue, 2/14
1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. 32 10 47 33 78
Fax 32 10 45 73 50
duc@ciaco.com

Distributeur pour la France :
Librairie Wallonie-Bruxelles
46 rue Quincampoix - 75004 Paris
Tél. 33 1 42 71 58 03
Fax 33 1 42 71 58 09
librairie.wb@orange.fr

Regards croisés : intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux

Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier,
Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli
et Étienne Verhaegen

Après six décennies d'études du développement, où en est-on ? Avec l'augmentation des inégalités à toutes les échelles, la prise de conscience des limites de la Planète, la financiarisation de l'économie et les déplacements massifs de populations, les modèles fondés sur les impératifs de croissance économique, de productivité et du consumérisme sont de plus en plus remis en question. Dès lors, comment l'idée de développement peut-elle se réinventer aujourd'hui ? Quels cadres théoriques et politiques peuvent prendre la place des versions modernisatrices d'un devenir commun ? Comment étudier les transformations des visions du monde, les paradigmes qui les sous-tendent, leurs traductions politiques, les futurs qui se dessinent ?

1. De la modernisation et ses critiques

Le paradigme de la modernisation a dominé la théorisation du développement depuis ses origines, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale (voir la contribution de Peemans dans cet ouvrage). La modernisation a été étroitement associée aux pays industrialisés et le développement était vu comme un processus universel conduisant à leur modèle de société. À partir des années 1960, cette notion de modernité qualifiée d'« industrielle » a fait place à une « postmodernité », pour marquer le passage des pays occidentaux à une ère postindustrielle, et ensuite à une « seconde modernité » (Beck, 1986) et à la « modernité de l'information », pour exprimer le virage vers la société informationnelle. Sur le plan politique, les conceptions sur le développement dans les pays du Sud et les politiques qui les traduisent connaissent, dans les années 1980, un changement de cap majeur avec le consensus de Washington. La boussole du développement est toujours la modernisation, mais centrée cette fois sur le marché global et non plus sur les États-nations. L'idée de développement intègre le phénomène sans précédent de la globalisation et ses exigences de libéralisation des marchés.

Mais avant d'y revenir, il convient d'évoquer quelques critiques profondes qu'un certain nombre de courants théoriques (tels que les études postcoloniales – voir Nyenyezi dans cet ouvrage – ou les *subaltern studies*) ont formulées à l'encontre de la modernisation ou de ses causes et manifestations[1]. Bien que l'idée de modernité en elle-même semble avoir été peu touchée dans son esprit, ces courants ont néanmoins

[1] Voir Peemans, 2002, pour une présentation approfondie de ces courants.

apporté des questionnements très importants qui influencent encore les études sur le développement.

Premièrement, l'idéal positiviste issu des Lumières est sérieusement remis en cause (Martuccelli, 2017) et, avec lui, l'idée d'une civilisation toujours plus haute grâce aux progrès sans fin de la science, de la technique, permettant de dompter les phénomènes naturels, les épidémies, la faim, etc. Les préoccupations environnementales, les inquiétudes sur l'avenir de la Planète – et donc de l'Humanité – liées à l'anthroposphère interrogent de manière critique l'idée de modernité à travers celle de progrès.

Deuxièmement, c'est toute la vision historique produite par l'Occident qui est dénoncée et déconstruite. « Est-il admissible que l'histoire se réfère toujours à l'histoire de la modernité et du parcours de l'Occident ? » se demandent les courants postcoloniaux qui mettent en lumière l'occidentalocentrisme de la modernité (Pouchepadass, 2011). Dans la foulée, ces courants ont remis en cause le modèle de développement fondé sur le principe de rattrapage des sociétés des Suds par l'alignement sur l'horizon et les évolutions du modèle occidental. La thèse de l'évolution inéluctable des sociétés, dictée par les logiques inexorables du capitalisme néolibéral et conduisant à une « fin de l'histoire », a de la même manière perdu une partie de sa vigueur (Martuccelli, 2017). Elle n'est certes pas complètement abandonnée et continue à être mobilisée comme toile de fond des questions de développement, notamment par rapport à la question agraire et la supposée « fin des paysans » (Verhaegen, cet ouvrage), mais sa remise en cause contribue également à ébranler les fondements du projet modernisateur.

Troisièmement, comme le souligne Peemans dans sa contribution, ces critiques permettent de dénoncer le décalage entre le fond narratif du projet modernisateur et les réalités de terrain et de mettre en avant d'autres réalités masquées par les discours dominants. Elles ont, par là, déshomogénéisé les sociétés des Suds, souligné leurs irréductibles épaisseurs historiques et éclairé les conditions vécues dans les rapports de domination. Elles montrent que les populations « du bas » n'ont jamais été passives ou victimes consentantes, mais qu'elles peuvent aussi être actrices de leur développement et penser celui-ci dans une perspective théorique.

Enfin, plusieurs critiques portent également sur la non-prise en considération des dimensions sociale et humaine de la modernisation, et des conséquences en termes d'inégalités sociales. Parmi ces critiques, les études de genre (telles que celles menées par Boserup dès les années 1970) ont pris une place importante, en soulignant les conséquences négatives des politiques de modernisation agricole dans les pays du Sud sur le statut des femmes. D'autres auteures (comme Falquet, 2008) ont cherché à montrer comment la modernisation liée à l'économie capitaliste néolibérale se fonde sur des rapports patriarcaux de domination sociale et de genre.

Ces interrogations et critiques brouillent les pistes, ébranlent la frontière entre la tradition et la modernité, entre le passé et le présent, entre l'Occident et les autres, les pays développés et ceux en développement, entre les progressistes capitalistes et les autres appelés à entrer dans les oubliettes de l'histoire. Le paradigme de modernisa-

tion est encore bien vivant et sans cesse réaffirmé, mais à l'heure de la globalisation accélérée et des interrogations qui l'accompagnent, son idéal émancipateur devient de moins en moins partagé.

Ce constat sur la vision du développement-modernisation est toutefois accompagné par ce qui apparaît comme une impossibilité croissante à penser son dépassement. Les grandes idées révolutionnaires (le « grand soir ») ou le vieux fond marxien de l'effondrement spontané et inéluctable du capitalisme du fait de l'intérêt bien compris de la population semblent avoir perdu beaucoup de vigueur. Le sociologue Honneth, dans son dernier ouvrage (2017), pose d'ailleurs un diagnostic teinté de pessimisme sur les possibilités de dégager de nouvelles visions du futur. Il considère que la société d'aujourd'hui est marquée par une contradiction majeure : d'une part, on observe un malaise généralisé (et même une indignation massive) face aux conséquences de la mondialisation effrénée de l'économie capitaliste de marché ; d'autre part se manifeste un sentiment d'impuissance, d'impossibilité de dépasser l'état des choses existant, de dégager des orientations normatives, d'imaginer un état social au-delà du capitalisme. Les processus économiques apparaissent en effet bien trop complexes et opaques à la conscience publique pour pouvoir être considérés comme pistes de renouvellement des modèles de société. Il est vrai qu'un des effets de la globalisation est d'accentuer le déséquilibre entre, d'une part, le pouvoir économique qui se concentre dans les mains de grands décideurs et, d'autre part, le pouvoir politique auquel pourraient avoir accès les citoyens.

L'époque moderne est marquée par une importante prise de conscience des limites écologiques de la Planète, voire du risque d'effondrement général du système. Celle-ci constitue une lame de fond majeure dans la mesure où elle questionne nos rapports aux ressources et, de manière plus générale, à la nature, en particulier aux êtres vivants. Cette lame porte des mouvements sociaux, tels ceux autour des communs et la résistance à la progression de la marchandisation du vivant, de la terre, de l'eau, ou encore les initiatives de transition et les mouvements de la simplicité volontaire et de décroissance.

On peut d'ailleurs se demander si cet horizon des limites écologiques de la Planète constitue une réelle menace pour le capitalisme, un moteur suffisamment puissant pour un dépassement de celui-ci. Il est possible en effet de penser que le capitalisme pourrait être capable de surmonter – et plus encore de se réinventer comme il l'a fait suite à de très nombreuses crises – le changement climatique, la fin des énergies carbonées ou la déplétion des ressources naturelles. Les frontières biophysiques et du vivant pourraient être déplacées, dans la mesure où la bio-ingénierie et la bio-informatique ne sont qu'à l'aube de leur développement et que l'exploitation de l'espace extraterrestre vient juste de commencer. L'évolution du capitalisme montre que les acteurs qui montent en puissance, ceux de la financiarisation et de la digitalisation de l'économie, ont de moins en moins besoin de mettre directement la main sur des ressources naturelles, pas plus que d'engager des ouvriers ou même des travailleurs

(la tendance va plutôt vers la constitution de réserves de candidats appelés « micro-entrepreneurs individuels »). Ce sont des modèles économiques qui extériorisent les questions d'accès aux ressources physiques et du travail. Ces ressources sont toujours nécessaires, mais leur état semble constituer de moins en moins une menace pour l'essor du capitalisme à l'ère de l'économie digitale. Il faut considérer le capitalisme comme étant fondamentalement l'organisation coordonnée de raretés *et* d'abondances dans un but exclusif d'accumulation-concentration des profits issus de la combinaison de ces deux catégories de ressources. Les raretés d'aujourd'hui se situent notamment dans le monde digital (le *know-how* informatique, l'exploitation des *big data*, le contrôle de la toile, de ses points d'accès, et donc de la connaissance, la création de nouveaux besoins à travers le développement d'applications, la robotique, les technologies autour de l'homme et la femme augmentés, etc.) et l'abondance se situe dans tous les citoyens prêts ou obligés à livrer (souvent gratuitement) une inépuisable matière première digitale. L'agriculture, dans ce sens, est pionnière, car le capital transnational n'a plus besoin de s'approprier ni la terre, ni le travail, mais seulement d'organiser une mise en concurrence des agriculteurs du monde entier, et de maintenir par là « une armée de travailleurs opérant aux coûts les plus bas possible » (Bernstein, 2016), qui n'ont plus d'autres choix que de s'insérer dans les chaînes de valeur globalisées ou de quitter la terre. Les caractéristiques du travail de la terre font même de celui-ci un repoussoir pour une implication directe des investisseurs. L'artificialisation des modes de production des biens alimentaires, en les rendant indépendants des contraintes et aléas naturels, signe potentiellement l'arrêt de mort de l'agriculture des fermiers et fermières.

Dès lors, en plus des questions des limites globales de la Planète, celles des rapports sociaux autour des ressources constituent également un volet essentiel des enjeux du développement et du devenir des sociétés. Ces enjeux touchent en particulier à la recomposition des rapports de force autour des modes d'accès à ces ressources et des mécanismes de redistribution des bénéfices de leurs usages.

Dans ce sens, l'essor de l'économie digitale pose des questions de fond sur les modes du vivre ensemble et les institutions démocratiques. D'une part, le développement des plates-formes sur le mode du *peer-to-peer* alimente le rêve de sociétés auto-gouvernées, totalement horizontales et ouvertes à la participation démocratique, dans lesquelles toutes les formes de pouvoirs étatiques seraient progressivement rendues caduques. D'autre part, l'extension de l'usage des systèmes experts que l'intelligence artificielle permet pour l'évaluation, le contrôle et l'orientation des citoyens ouvre un horizon de gouvernance opaque et aveugle et d'exacerbations des individualismes. Cela pose de nouveaux défis en termes de contrôle démocratique de ces outils et ressources digitaux.

Pourtant, l'observateur du XXI^{e} siècle ne peut qu'être frappé par la multiplication des mouvements de protestations, tels que celui des occupations de places et autres lieux symboliques, qui, bien que restant confinés dans le registre de la manifestation

d'un rejet du modèle néolibéral, se caractérisent néanmoins par une réalité physique forte (la présence des corps et des visages dont parle Butler, 2017). Est-ce vraiment réductible à des soubresauts venant d'une jeunesse bourgeoise en mal d'identité, comme cela a pu être entendu ? Comment aussi ne pas remarquer la multiplication, dans la littérature, d'études de cas sur les résistances rurales, urbaines, mais aussi de plus en plus rurbaines (voir Peemans, 2016, à propos des paysanneries hybrides), qui montrent la diversité des réactions politiques « par le bas » des communautés des Suds (Borras & Franco, 2013) et leur capacité à élaborer leurs propres solutions face aux injonctions du marché globalisé ? Enfin, peut-on systématiquement verser dans la rubrique des « transitions dérisoires » toutes les initiatives citoyennes concrètes (notamment autour de l'alimentation) qui cherchent à fissurer les piliers du capitalisme moderne ? Fédérées sous différents vocables, comme celui des « communs », elles s'emploient à réinventer localement les institutions de marché et de la démocratie. Bien entendu, on peut mettre en évidence des ambiguïtés et des impasses dans ces réseaux et pratiques de *commoning*. Mais on ne peut nier qu'à travers leur expansion rapide, ils expriment une prise de conscience du caractère historiquement construit du dogme de la propriété privée comme condition ultime de la liberté individuelle. Plus encore, ils témoignent d'un malaise grandissant face aux formes d'échanges soumises aux logiques pures de marché, de rentabilité et de profit, à la concurrence généralisée, à la monnaie comme seul médiateur, au prix comme signal dominant, au pouvoir par la capitalisation, à l'appropriation-accumulation.

Le défi des études du développement est alors d'assembler et articuler les pièces de ce bouillonnement polymorphe et multiscalaire et de saisir son potentiel à tracer des visions conduisant non pas à la transcendance de la modernité néolibérale sur la nature humaine, mais à la transcendance des communautés humaines sur cette modernité.

2. Un colloque pour les 60 ans des études du développement à l'UCL

Durant plusieurs jours, en mars 2017, des chercheur·euse·s ayant participé d'une manière ou d'une autre à la vie du Centre d'études du développement de l'Université catholique de Louvain depuis 1961 se sont rencontré·e·s pour en discuter. De leur débat, de leurs échanges, sont apparus les contours d'études redessinées, ancrées dans la prise en compte du changement social, de la mondialisation et de ses dérives, des études proches des acteur·rice·s de terrains, de leurs questionnements, des conflits qu'il·elle·s traversent. Cet ouvrage se veut une mise en lumière de ces débats et une présentation de quelques-uns des travaux les plus novateurs qui ont été présentés.

L'interdisciplinarité, dans les études du développement, n'est ni une question abstraite ni une quête purement théorique : elle est une réalité concrète qui interpelle les chercheurs à la fois sur le terrain et dans la réflexion. Comment serait-il en effet possible de saisir la complexité des processus réels de développement, de reconnaître

les contradictions entre différentes logiques portées par la diversité des acteurs impliqués, sans adopter une approche intégrée des dimensions culturelles, institutionnelles, historiques, socioéconomiques et spatiales du développement ? Les études du développement sont par excellence des études interdisciplinaires, le lieu de débats et de complémentarités.

Revisiter le développement conduit également à interroger les modèles dans leurs dimensions classificatrices et hiérarchisantes, qui imposent une voie à suivre, une fin de l'Histoire qui voit dans le rêve américain de la modernisation son objectif, et qui cataloguent les peuples et les sociétés en développés et sous/en-développ-és/ement. Se défaire des catégories coloniales prolongées de telles visions, réintégrer les acteurs des Suds comme sujets de leurs histoires et non plus uniquement comme objets de développement est capital. Il s'agit d'un enjeu tout à la fois scientifique, éthique et humain. Les Suds ne peuvent plus être considérés comme des sociétés « sans », mais doivent être envisagés pour ce qui s'y passe, ce que les acteurs y construisent. Ne pas étudier le manque, mais l'existant, l'émergeant, les permanences, transforme le rapport à l'altérité de manière fondamentale et ouvre des champs de recherche autrement insoupçonnés ou ignorés.

Ainsi, dès lors que les études du développement ne se cantonnent plus à analyser un seul processus orienté, les thématiques d'intérêt de la discipline s'élargissent également. Elles englobent non seulement les populations auxquelles s'appliquent des projets de développement, mais aussi ces mêmes discours sur le développement, les pratiques et perceptions des porteurs de projets, ainsi que tous les processus à la marge, de l'économie populaire et l'économie solidaire à la résistance et aux ruses.

Aujourd'hui, en termes de projet global, la question se pose du maintien du terme de « développement » (l'expression « d'éducation au développement » a d'ailleurs été remplacée officiellement, en Belgique, par celle « d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire). Si l'on adopte une approche critique du concept et une remise en cause de celui-ci, l'importance du champ d'études tend à gagner encore en actualité. L'amplification des crises écologiques et la croissance de l'inégalité posent plus que jamais la question des projets collectifs et nécessitent le renforcement de la critique des visions productivistes et de croissance et de leurs apories. Être capable d'analyser le « développement », avec un regard décentré, critique, interdisciplinaire, est crucial pour faire face aux questions à venir. Quels sont les pratiques, les projets, les politiques qui ont construit et construisent le monde ? Comment les individus, les collectifs, les instances des États, des regroupements internationaux dessinent-ils leurs futurs ? Qui sont les inclus et les exclus de ces projets ? Quelles sont les transformations qu'ils impliquent ? Quels sont les lieux clés où se jouent les futurs aujourd'hui ? Dans quels espaces s'inventent-ils ?... Telles sont les questions auxquelles s'attaquent minutieusement les chercheurs en études du développement, en lien étroit avec les acteurs de terrain impliqués.

3. Histoire d'une discipline à l'UCL

Avec la création, en 1961, d'un Centre d'études du développement (nommé alors Institut d'études de pays en développement – DVLP[2]), l'UCL a voulu marquer sa volonté de s'adapter aux réalités créées par l'avènement d'une nouvelle phase historique, postcoloniale, dans les rapports entre l'Europe et l'Afrique. Ce nouvel institut sera rattaché à la Faculté des sciences économiques et sociales. Au cours de ces années, le centre a connu plusieurs moments marquants, qui ont donné lieu à des prises de position importantes.

À Louvain-la-Neuve, en 1985, aux Assises du codéveloppement organisées par le Conseil pour le développement intégré, l'appel était clair : définir le rôle que les universités seraient amenées à jouer dans un monde en profonde transformation, où des injustices de nature économique, politique, sociale continuent à séparer les États, nations et peuples. Il y a été notamment affirmé que les universités ont une responsabilité sociétale à assumer : « Les processus de développement sont globaux et complexes ; ils l'ont été dans le passé et le seront dans le futur. Ils ne tolèrent pas l'approche en termes de myopie ou d'arrogance à travers l'exacerbation de l'importance de facteurs dits déterminants » (Peemans, 1985).

En 1989, en partenariat avec le Centre de démographie, DVLP a été impliqué dans la création du Centre international de formation et de recherche en population et développement, reconnu et soutenu par le Fonds des Nations Unies pour la population et dispensant une formation interdisciplinaire de troisième cycle pour des hauts fonctionnaires des pays des Suds. Cette démarche collective a ensuite inspiré la formation du département des sciences de la population et du développement, qui a géré des programmes d'études de second et troisième cycles, dont deux programmes de doctorat.

Par ailleurs, la collaboration avec d'autres centres de recherche et d'enseignement a été une pierre angulaire de l'identité institutionnelle de DVLP, tant au niveau des études doctorales que des recherches conjointes et des programmes d'enseignement, comme le projet d'une maîtrise européenne en « genre et développement », piloté à l'époque par l'IEUD de Genève. La « construction des savoirs » avec les Suds, établie dans le cadre des programmes interuniversitaires soutenus par l'ARES, a permis des initiatives conjointes multiples avec des centres d'enseignement supérieur couvrant un large éventail de pays situés en Afrique (Burundi, Niger, Rwanda, République démocratique du Congo, Maroc), Amérique latine (Bolivie, Équateur et Pérou) et Asie (Vietnam).

Des espaces de réflexion interdisciplinaires ont été créés autour d'ensembles régionaux, comme le Groupe d'études et de recherches sur le monde arabe contemporain

[2] Au long de son existence, DVLP a changé plusieurs fois de dénomination, passant d'Institut d'études des pays en développement, à Institut d'études du développement dans les années 1990, pour devenir finalement Centre d'études du développement en 2011. Il est toutefois resté fidèle à sa manière de penser et d'investir son champ d'études.

(GERMAC), le Groupe de recherches interdisciplinaires sur l'Afrique subsaharienne (GRIASS), le Groupe de recherches interdisciplinaires sur l'Amérique latine (GRIAL) et le Groupe de recherches en Asie de l'Est et du Sud-Est (GRAESE). La présence d'intervenants, chercheurs, doctorants, acteurs de terrain, invités des Suds, a incité les étudiants à s'ouvrir à leur influence intellectuelle, aux réalités du développement « vécu » et à reconnaître la richesse de la personnalité historique des sociétés et des acteurs des Suds. L'échange de savoirs entre chercheurs et acteurs de terrain d'horizons différents a en outre enrichi la recherche sur le développement et contribué à dynamiser la vie du Centre.

À la fois témoin privilégié des transformations dans les rapports Nord-Sud, acteur investi dans la réflexion sur leurs enjeux et participant à des engagements pratiques liés à l'évolution des politiques de développement, le Centre d'études du développement soutient depuis sa création que les études en développement sont un domaine conflictuel, où s'affrontent différentes perspectives d'analyse et d'action, qui ne peut être réduit à la coopération au développement.

Au cours de plus d'un demi-siècle, des dizaines de doctorants sont passés par le Centre d'études du développement. Nombre d'entre eux provenaient d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, etc. DVLP a ainsi été un lieu de recherche et de formation, permettant des rencontres intercontinentales et un travail Nord/Sud de longue haleine. L'ancrage des chercheurs dans le terrain a souvent mis en évidence les risques liés au travail de recherche et d'enseignement dans des contextes de conflits ouverts ou larvés. L'équilibre est souvent difficile à trouver entre sécurité – voire survie – et souci de présenter un travail intellectuel complet, le plus proche possible de la réalité étudiée. Ainsi, loin d'être indifférents aux problématiques qu'ils étudient, les chercheurs partagent aussi souvent les risques liés aux contextes dans lesquels ils s'insèrent et n'échappent pas aux contradictions et tensions contemporaines. Les questions cruciales du développement n'apparaissent ainsi pas seulement comme des objets détachés, mais aussi comme des lieux d'engagement intellectuel au sens le plus complet.

4. Un ouvrage : le développement revisité

Les chapitres qui composent cet ouvrage permettent de rendre compte tant de la diversité des terrains que de la diversité des problématiques des études du développement aujourd'hui. Ils partagent cette vision critique, décentrée, que nous avons mentionnée plus haut, et composent un livre interdisciplinaire par la multiplicité de leurs approches.

L'ouvrage s'ouvre par des contributions qui **interrogent le paradigme de modernisation en lien avec le capitalisme et tracent des pistes pour un nouveau regard sur le développement**. Jean-Philippe Peemans fait ressortir la place de la modernisation et ses différentes versions dans l'évolution des théories du développement,

malgré leur impact de plus en plus problématique sur les réalités vécues du développement. Il souligne l'importance de dépasser les visions centrées sur les acteurs de la croissance, qui ne voient dans les acteurs populaires que des « objets » des politiques de modernisation. Cela ne peut se faire qu'à travers un regard historique de longue période sur les conflits qui opposent acteurs dominants de l'accumulation et acteurs populaires dans le contrôle des territoires de l'urbain et du rural dans les Suds. Fréderic Debuyst s'attache à mettre au centre des questions de développement la place et le rôle des citoyens et leur capacité à construire leurs propres trajectoires. Il échafaude quelques pistes de refondations économiques, politiques et culturelles pour une métamorphose sociétale conduisant à un postcapitalisme. Aymar Nyenyezi Bisoka présente une réflexion sur le développement à partir de la perspective postcoloniale, qui envisage le changement social à partir d'une analyse de l'expérience des opprimés. Celle-ci l'amène à proposer une politique du semblable comme base du monde à venir.

L'économie populaire représente la grande majorité des formes d'économie des populations des Suds. L'ensemble de ces **pratiques socioéconomiques, variées, des acteurs populaires** est traditionnellement analysé, par les théories de la modernisation, comme des pratiques d'économie informelle, à formaliser et moderniser. L'analyse approfondie de ces réalités très diverses montre toutefois que la sécurisation du cadre de vie et la préservation du lien social sont souvent au cœur de ces pratiques. Dans son article, Frédéric Lapeyre plaide pour un changement de regard analytique sur l'économie informelle et pour la mise en place de politiques multiscalaires qui en respectent les spécificités, seules conditions possibles de la viabilité de politiques publiques à destination de ces formes d'économie. L'article de Ana Mercedes Sarria Icaza, en se basant sur le processus de construction de banques communautaires de développement, présente les résultats d'une recherche, menée dans les communautés pauvres de la périphérie de Porto Alegre, relative aux relations entre les dynamiques d'économie populaire et les organisations d'économie solidaire.

La **question agraire** concerne, dans son sens le plus général, la place des paysanneries dans le développement capitaliste et les facteurs qui favorisent ou freinent l'avancée des relations capitalistes dans les campagnes. Pendant longtemps, le thème a été dominé par des approches fonctionnalistes (libérales et néolibérales) et structuralistes (notamment marxiennes). Toutefois, dans les années récentes, on a vu s'affirmer diverses analyses centrées sur le rôle des acteurs dans la question agraire. La paysannerie y trouve une place centrale, à la fois comme cible de stratégies des acteurs dominant l'économie agro-industrielle mondiale et comme porteuse d'initiatives de résistance, voire d'innovation, axées sur la défense de l'accès aux ressources naturelles et sur la gestion durable de ces dernières. Dans sa contribution, Étienne Verhaegen montre la nécessité de sortir des approches « essentialistes » de la figure du paysan, que ce soit celle qui considère que les paysanneries sont vouées à disparaître ou celle qui théorise une « voie paysanne ». Il souligne l'importance d'analyser les trajectoires agraires en

les inscrivant dans leur construction territoriale, multidimensionnelle et multiacteurs. Marc Totté, Philippe De Leener et Yvon Rakotonarivo estiment que les études les plus fréquentes ne livrent pas facilement accès aux imaginaires qui structurent la majeure partie des interrelations signifiantes à l'intérieur des systèmes agraires. Ils proposent d'élargir le cadre d'analyse qui vise à éclairer les interrelations entre trois pôles (le pôle « éco-tech », le pôle « farm » et le pôle « polis »).

La **mobilité interne et internationale** n'a jamais semblé aussi importante que ces dernières années. Un ensemble de problématiques émergent des études migratoires contemporaines, parmi elles : les reconfigurations de la vie familiale et sociale en condition de mobilité, les nouveaux imaginaires migratoires rendus possibles par la généralisation des technologies de l'information, les conséquences des politiques économiques et migratoires sur la subjectivité et les attentes de ceux qui migrent et de ceux qui restent et la manière dont ces transformations impactent et redéfinissent le rôle joué par les actrices et acteurs de ces processus. Dans son article, Monica Navarro nous invite à analyser le processus de « mobilité ethnique » des jeunes originaires des communautés indigènes paysannes boliviennes qui arrivent à faire des études universitaires à Cochabamba. À partir de leur expérience de recherche dans les pays andins, Maria Mercedes Eguiguren, Patricia Ramos et Isabel Yépez del Castillo organisent leur contribution à cet ouvrage autour des quatre champs analytiques qu'elles considèrent centraux pour saisir l'hétérogénéité et la diversité des dynamiques migratoires contemporaines.

Les **études de genre en développement** s'inscrivent dans une remise en cause de manière permanente des objectifs et finalités du développement, et par conséquent des effets de la modernisation sur les rapports de genre. Elles proposent des questionnements sur les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes et entre chacune de ces catégories au sein des sociétés. Elles mettent en évidence des savoirs de femmes à multiples facettes, tout en insistant sur l'importance de contextualiser les apprentissages et la nécessité de croiser ce champ d'études avec les réflexions sur le postcolonialisme. Elles invitent à réfléchir sur l'entrecroisement et l'enchâssement des systèmes d'oppression, notamment genre, classes et ethnies, et à reconnaître les apports importants aux niveaux théorique et militant des différents acteurs et actrices des Suds et des Nords. L'article présenté par Sophie Charlier, Katinka In't Zandt et Pascale Maquestiau étudie la manière dont un concept théorique, l'*empowerment* (vu à partir d'une approche libératrice), est approprié par des associations de terrain pour faire face à des situations de violence faite aux femmes. Patricia Ruiz Bravo et Cynthia del Castillo Tafur proposent une déconstruction de l'imaginaire colonial qui a, jusqu'ici, largement influencé la pensée sur les femmes et le genre. À partir de son terrain en Amérique du Sud, elle décrit un nouveau « féminisme rural », provenant des organisations de femmes indigènes.

Dans la suite de l'ouvrage, nous nous penchons sur les **transformations des territoires et des environnements** en raison de pressions et de dynamiques multiples,

notamment économiques et politiques. Ainsi, l'extraction de matières premières, pour alimenter l'industrie et la consommation, apparaît encore aujourd'hui, dans de multiples lieux, comme une manière d'obtenir de la richesse, et ce, en dépit même du principe de malédiction lié à ce type d'extraction de ressources qui laisse souvent derrière elle les territoires désolés et les populations pauvres. Les résistances et mobilisations sont nombreuses et manifestent, notamment en Amérique latine, le tournant écoterritorial des luttes (Svampa, 2013). Trois textes rendent compte à la fois des effets générés par l'extractivisme dans les pays andins, mais aussi des espoirs que les populations placent dans l'amélioration des territoires où elles vivent. Christine Grard analyse ainsi comment un projet de parc zonal dans un quartier périphérique de Lima catalyse les souhaits d'intégration citoyenne de populations marginalisées. Céline Delmotte étudie la façon dont l'aménagement d'une route contribue à transformer l'Amazonie péruvienne, multipliant les possibilités d'exploitation minière et les conflits fonciers. Deborah Delgado compare, de manière plus globale, les effets du boom des ressources naturelles de 2004 à 2014 sur les transformations des mobilisations indigènes amazoniennes en Bolivie et au Pérou.

La dernière partie du livre, relative aux **espaces de pouvoirs et enjeux démocratiques**, se réfère à l'évolution des pouvoirs politiques, entre autres dans leurs relations aux intérêts économiques dominants. Dans quelle mesure les États et les institutions supranationales peuvent-ils se dégager de l'emprise croissante des forces du marché ? Assistons-nous dans le cadre de cette économie globalisée à une nouvelle configuration des rapports internationaux : maintien d'un centre hégémonique, pluripolarité, pays émergents ? Les secteurs (révoltés, marginalisés ou mécontents) de la société civile ont-ils encore des possibilités de changement et comment peuvent-ils porter des enjeux démocratiques ? Nicolas Van Nuffel et Michel Cermak abordent cette question à partir de l'exemple de la résistance de la Wallonie à signer l'accord de commerce et d'investissements entre l'Union européenne et le Canada (dénommé AECG ou CETA). Carlos Ramirez Chaves aborde la question des enjeux de pouvoir et de démocratie en Colombie, en s'intéressant aux dispositifs de pouvoir créés pour gouverner la population paysanne, en particulier la jeunesse paysanne, dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle.

Bibliographie

Beck, U., 2001, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par L. Bernardi, Paris : Aubier, 521 p.

Borras, S.M. & Franco, J.C., 2013, « Global Land Grabbing and Political Reactions "From Below" », *Third World Quarterly*, 34 (9), pp. 1723-1747.

Butler, J., 2016, *Rassemblement : pluralité, performativité et politique*, Paris : Fayard, 283 p.

Falquet, J., 2008, *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris : La Dispute, Le Genre du monde, 213 p.

Honneth, A., 2017, *L'idée du socialisme*, Paris : Gallimard, 184 p.

Martuccelli, D., 2017, « Les nouveaux enjeux de la modernité », *Revue internationale de philosophie*, 2017/3 (n° 281), pp. 233-239.

Peemans, J.-Ph, 1985, « Rapport de synthèse des Assises du codéveloppement », *Conseil pour le développement intégré*, 14-18 octobre, Louvain-la-Neuve et Louvain-en-Woluwé.

Peemans, J.-Ph., 2002, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Louvain-la-Neuve-Paris : Academia Bruylant-L'Harmattan, 534 p.

Peemans, J.-Ph., 2016, « Les paysanneries des Suds face à une modernisation polymorphe », *Les Cahiers d'Outre Mer*, 2016/1 (n° 273), pp. 171-194.

Pouchepadass, J., 2011, « La portée contestataire des études postcoloniales. Entretien avec Jules Naudet », *La Vie des Idées*, en ligne [http://www.laviedesidees.fr/La-portee-contestataire-des-etudes-postcoloniales.html].

Svampa, M., 2013, « Consensus des matières premières tournant écoterritorial et pensée critique en Amérique latine », *Alternatives Sud*, vol. 20, pp. 33-47.

Après six décennies d'études du développement, où en est-on ? Avec l'augmentation des inégalités à toutes les échelles, la prise de conscience des limites de la Planète, la financiarisation de l'économie ou les déplacements massifs de populations, les modèles fondés sur les impératifs de croissance économique, de productivité et du consumérisme sont de plus en plus remis en question. Dès lors, comment l'idée de développement peut-elle se réinventer aujourd'hui ? Quels cadres théoriques et politiques peuvent prendre la place des versions modernisatrices pour un devenir commun ? Comment étudier les transformations des visions du monde, les paradigmes qui les sous-tendent, leurs traductions politiques, les futurs qui se dessinent ?

Vingt-quatre auteurs relèvent le défi de tracer les contours de cette nouvelle donne en termes de modèles économiques, de modernisation, d'acteurs, de ressources, de genre, d'environnement et d'enjeux démocratiques. Les chapitres qui composent cet ouvrage permettent de rendre compte de la diversité tant des terrains que des problématiques des études du développement aujourd'hui.

Avec les contributions de Michel Cermak, Sophie Charlier, Cynthia del Castillo Tafur, Frédéric Debuyst, Philippe De Leener, Deborah Delgado Pugley, Céline Delmotte, María Mercedes Eguiguren, Katinka in 't Zandt, Frédéric Lapeyre, Andreia Lemaître, Pascale Maquestiau, Mónica Navarro Vásquez, Aymar Nyenyezi Bisoka, Jean-Philippe Peemans, Emmanuelle Piccoli, Carlos Ramirez Chaves, María Patricia Ramos, Yvon Rakatonarivo, Patricia Ruiz Bravo López, Ana Mercedes Sarria Icaza, Marc Totté, Nicolas Van Nuffel, Étienne Verhaegen, Isabel Yépez del Castillo.

97718 XXXX €
9 782875 587206

i6doc.com
la librairie des documents scientifiques